

L'IMPÉRATIF DE LA CONFIANCE NUMÉRIQUE AU CANADA

Une vision stratégique 2031 pour réduire la fraude, diminuer les coûts de conformité et favoriser la croissance grâce à une action coordonnée de l'industrie et du gouvernement

Janvier 2026

Contents

1. Résumé à l'intention de la direction
2. L'urgence d'agir
3. L'élan canadien : ce qui fonctionne déjà
4. Approche stratégique : quatre priorités d'action
5. Feuille de route de mise en œuvre : 2026-2031
6. Défis et mesures d'atténuation
7. Appel à l'action
8. À propos du CCIAN
9. Références

01 Résumé à l'intention de la direction

Le Canada possède l'expertise, les cadres constitutionnels et les mises en œuvre éprouvées nécessaires pour bâtir une infrastructure de confiance numérique de calibre mondial. La Colombie-Britannique, le Québec, l'Alberta et des chefs de file de l'industrie ont déjà démontré que la transformation est réalisable. Grâce à une action coordonnée, le Canada peut exploiter les mêmes capacités d'IA qui alimentent la fraude pour les utiliser afin de protéger les données et les actifs.

Prenons l'exemple d'une infirmière autorisée de la Nouvelle-Écosse qui postule pour travailler en Alberta afin de contribuer à remédier aux pénuries critiques en soins de santé. La vérification de ses justificatifs prend six semaines — six semaines de retard pendant que les patients attendent. Ou encore, considérons un jeune couple de Vancouver dont l'approbation hypothécaire est retardée de deux semaines parce que leur prêteur ne peut pas vérifier numériquement leur emploi. Ce sont des réalités quotidiennes d'un système conçu pour le papier.

La crise en chiffres

Fraude par identité synthétique : a triplé en un an (de 2,8 % à 8 % des demandes de crédit)

Pertes annuelles dues à la fraude : 638 millions de dollars pour les Canadiens en 2024

Coûts de conformité : 61 milliards de dollars annuellement (Canada et États-Unis)

Appui des Canadiens : 71 % croient que la collaboration public-privé est la meilleure voie à suivre

01 Résumé à l'intention de la direction

Le présent document propose une action coordonnée autour de quatre priorités : exploiter l'IA pour réduire la fraude tout en renforçant la résilience; accélérer le RCI (rendement du capital investi) des secteurs économiques par la preuve; réduire le fardeau réglementaire grâce à l'harmonisation de la conformité; et protéger la souveraineté numérique du Canada. Les provinces et l'industrie accélèrent les cas d'utilisation économiques tandis que les cadres fédéraux continuent de se développer. Ces efforts sont complémentaires.

Validation indépendante

Six barreaux provinciaux, dont ceux de l'Alberta, du Manitoba, de l'Ontario, de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan et de la Nouvelle-Écosse, font référence à la certification du CCIAN dans leurs directives de vérification des clients aux fins de conformité à la lutte contre le blanchiment d'argent. Le Manitoba recommande spécifiquement d'« utiliser un service logiciel certifié par le CCIAN ».

La demande

- Les provinces modernisent les justificatifs et permettent la reconnaissance interprovinciale.
- L'industrie déploie la vérification améliorée par l'IA et poursuit la certification du Cadre de confiance pancanadien^{MD}.
- Le gouvernement fédéral désigne un agent de liaison pour recevoir les données probantes provinciales et industrielles de notre forum aux fins d'examen dans l'élaboration des politiques et l'orientation réglementaire.

Cibles 2031 (à partir de la référence 2024)

Indicateur de démonstration	Référence 2024	Cible 2031	Mesure
Vérification numérique du revenu hypothécaire	~15%	75%	Données d'enquête SCHL
Reconnaissance des justificatifs	Limitée	3 secteurs opérationnels	Suivi CCIAN
Pertes dues à la fraude d'identité (annuelles)	638 M\$	Réduction de 50 %	Rapport annuel CAFC
Réduction des coûts de conformité (adoptants du CCP)	Coûts de référence	Réduction de 20 à 30 %	Sondages auprès des membres
Canadiens ayant accès à des justificatifs numériques	~25%	90%	Rapports provinciaux

Le CCIAN publiera une méthodologie de référence et des évaluations annuelles des progrès par rapport à ces cibles, à compter de 2027.

L'engagement du CCIAN

Nos groupes de travail feront progresser les directives mises à jour du Cadre de confiance pancanadien^{MD} avec des critères de vérification par l'IA et une cartographie réglementaire, avec une publication ciblée pour la fin de 2026.

Fondé sur les valeurs canadiennes

Protection de la vie privée dès la conception : Aucune base de données d'identité centralisée. Les justificatifs restent sur les appareils des utilisateurs. Les Canadiens contrôlent ce qu'ils partagent, avec qui et quand.

Personne n'est laissé pour compte : Chaque service numérique maintient une alternative non numérique. La certification du CCP exige des tests d'accessibilité et une conception inclusive.

Souveraineté provinciale respectée : Les provinces conservent l'autorité sur leurs justificatifs. La coordination fédérale s'appuie sur l'innovation provinciale.

Contrôle canadien maintenu : Le Cadre de confiance pancanadien^{MD} assure que le Canada établit ses propres règles en matière de confiance numérique.

02 L'urgence d'agir

Il y a dix ans, le CCIAN avertissait que sans action coordonnée, le Canada risquait de céder le contrôle de la confiance numérique aux plateformes étrangères. Cet avertissement est devenu réalité.

Les hypertrucages générés par l'IA imitent désormais les voix, les photos, les vidéos et les signatures avec une précision alarmante. La vérification d'identité traditionnelle s'effondre sous la pression.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes

- La fraude par identité synthétique a triplé en un an — passant de 2,8 % à 8 % des demandes de crédit¹.
- La fraude d'identité représente désormais 48,3 % de toutes les demandes frauduleuses, contre 42,9 % il y a seulement un an¹.
- Les Canadiens ont déclaré 638 millions de dollars de pertes dues à la fraude en 2024 seulement².
- Les entreprises font face à 61 milliards de dollars en coûts de conformité annuels au Canada et aux États-Unis, et 79 % signalent une augmentation des coûts technologiques liés au KYC (de l'anglais « Know Your Customer », connaissance du client)³.

Les recherches démontrent constamment que les Canadiens appuient la transformation : 71 % croient que la collaboration entre les secteurs public et privé est la meilleure voie à suivre pour les cadres de confiance et d'identité numériques⁴.

Ce qui est défaillant

Pour les citoyens

Multiples connexions par service, sans justificatifs portables. Documents physiques qui peuvent être perdus, volés ou falsifiés. Expériences d'intégration incohérentes. Aucun contrôle significatif sur les renseignements personnels piégés dans des plateformes propriétaires.

Pour les entreprises

Les banques d'entreprise dépensent de 1 500 \$ à 3 000 \$ par examen KYC.⁵ La vérification manuelle de l'emploi ajoute de 7 à 14 jours aux approbations hypothécaires.⁶ Les secteurs de la santé et de la construction font face à des délais de 2 à 4 semaines pour la vérification interprovinciale des justificatifs. Pendant ce temps, les fraudeurs s'adaptent plus vite que les mises à niveau de sécurité ne sont déployées.

Pour les gouvernements

La confiance numérique couvre plusieurs administrations avec des mandats distincts. Le gouvernement fédéral développe des cadres pour l'authentification des citoyens. Les provinces contrôlent les justificatifs locaux, les permis professionnels et les statistiques de l'état civil. Les régulateurs financiers se concentrent sur la conformité. Chacun fonctionne selon des échéanciers différents.

La transformation économique peut progresser en parallèle avec le développement de l'authentification gouvernement-citoyen, chaque volet renforçant l'autre.

Le Canada prend du retard

Pays	Réalisation
Estonie	Plus de 3 000 services gouvernementaux via X-Road
Norvège	95 % d'adoption citoyenne via BankID
Union européenne	Lancement du portefeuille d'identité numérique en 2026

Le Canada possède l'expertise pour égaler ces régions, et l'élan provincial et industriel contribue à jeter les bases d'un progrès national coordonné.

03 L'élan canadien : ce qui fonctionne déjà

Le Canada ne part pas de zéro. Le leadership provincial et l'innovation industrielle ont démontré ce qui est possible lorsque les administrations et les entreprises agissent de manière décisive.

Administration	Initiative	Portée/Impact
Colombie-Britannique	BC Services Card	4,6 M d'utilisateurs (90 % de la province)
Colombie-Britannique	OrgBook BC	1,4 M d'entités, 3,8 M de justificatifs
Quebec	Bill 82 (Digital ID Law)	Cadre juridique, déploiement jusqu'en 2028
Alberta	Mobile Health Card	Première au Canada, 1 M d'inscriptions projetées
Interac	Sign-In Service	141 M d'interactions gouvernementales/an
MyCreds (ARUCC)	Justificatifs académiques	Plus de 150 établissements

Exemples de leadership provincial

La BC Services Card de la Colombie-Britannique

La C.-B. a été pionnière des justificatifs numériques sécuritaires à partir de 2013. La BC Services Card dessert maintenant plus de 4,6 millions de Britanno-Colombiens, représentant plus de 90 % de la province⁷. En avril 2018, la C.-B. a lancé son premier service en ligne accessible au public avec StudentAid BC,⁸ démontrant que le leadership juridictionnel peut offrir une valeur immédiate tout en créant des modèles que d'autres adoptent.

OrgBook de la Colombie-Britannique

En janvier 2019, la C.-B. a lancé OrgBook BC, la première administration en Amérique du Nord à utiliser la technologie de la chaîne de blocs pour des justificatifs organisationnels vérifiés⁹. Le registre public contient plus de 1,4 million d'entités juridiques actives et plus de 3,8 millions de justificatifs vérifiables¹⁰.

Le projet de loi 82 du Québec

Le Québec a lancé son Service d'authentification gouvernementale en février 2023, remplaçant le système clicSÉQUR existant avec 3,5 millions de comptes^{11,12}. Ce système opérationnel a fourni les bases du projet de loi 82 historique du Québec, adopté en octobre 2025, établissant le cadre juridique permettant au Québec de déployer une capacité complète d'identité numérique et de portefeuille d'ici 2028¹³.

La Mobile Health Card de l'Alberta

Le 29 août 2025, l'Alberta a lancé la première carte santé mobile du Canada via l'application Alberta Wallet¹⁴. Le gouvernement provincial prévoit environ un million de nouvelles inscriptions au portefeuille numérique¹⁵. Les parents peuvent détenir les cartes de leurs enfants dans leur portefeuille, démontrant comment les systèmes de santé provinciaux peuvent se moderniser tout en maintenant des alternatives papier.

Innovation de l'industrie

Le secteur privé canadien a déployé de multiples solutions de confiance numérique démontrant la maturité du marché. Le service d'ouverture de session d'Interac connecte plus de 141 millions d'interactions gouvernement-citoyen annuellement, traitant 800 transactions par seconde pendant la poussée de demande liée à la COVID-19¹⁶⁻¹⁸. Les grandes banques ont mis en œuvre des systèmes KYC améliorés par l'IA traitant des millions de vérifications mensuellement.

Finances : Le service de vérification de documents d'Interac, lancé avec l'Agence du revenu du Canada, élimine les temps d'attente de plusieurs jours pour les codes de sécurité papier grâce à une vérification instantanée¹⁹. Le service de justificatifs Interac Verified permet de vérifier l'identité une fois, avec réutilisation jusqu'à 12 mois, et stocke les données localement sur les appareils des utilisateurs^{20,21}.

Éducation : MyCreds, le portefeuille national bilingue de justificatifs numériques du Canada, dessert maintenant plus de 150 collèges, universités et organismes gouvernementaux²². En mars 2024, la Nova Scotia Apprenticeship Agency est devenue la première autorité d'apprentissage au Canada à émettre des certificats de qualification numériques via MyCreds²³. En janvier 2025, l'ARUCC a lancé le registre de confiance des membres MyCreds, permettant l'interopérabilité transfrontalière²⁴.

Main-d'œuvre : Credivera offre la vérification en temps réel des justificatifs de la main-d'œuvre, reliant employeurs, fournisseurs de formation et travailleurs par l'entremise d'un échange sécuritaire de justificatifs numériques vérifiables. La plateforme a complété des essais avec Services partagés Canada dans le cadre du programme Solutions innovatrices Canada, la validant pour des applications fédérales liées à la main-d'œuvre. La plateforme établie à Calgary dessert des industries réglementées dans plus de 30 pays, permettant aux travailleurs de détenir et de partager des qualifications vérifiées au moyen d'un portefeuille numérique.

Reconnaissance des organismes de réglementation professionnelle

Les organismes de réglementation professionnelle reconnaissent les cadres de vérification de confiance. Six barreaux provinciaux, dont ceux de l'Alberta, du Manitoba et de l'Ontario, font référence à la certification du CCIAN dans leurs directives de vérification des clients aux fins de conformité à la lutte contre le blanchiment d'argent, le Manitoba recommandant spécifiquement les services logiciels certifiés par le CCIAN²⁵.

Ces exemples canadiens partagent des éléments communs : leadership provincial ou industriel, principes de protection de la vie privée dès la conception, interopérabilité avec les systèmes existants et adoption documentée à grande échelle. La transformation exige le courage de déployer, des données probantes pour documenter et un engagement envers des normes qui permettent une adoption plus large.

Les initiatives provinciales, fédérales et industrielles mises en évidence ici représentent un échantillon de l'innovation qui se produit partout au Canada. Pour une liste complète des membres du CCIAN et des fournisseurs de services certifiés au Cadre de confiance pancanadienMD, visitez diacc.ca/fr/membership/diacc-members-fr/ et diacc.ca/fr/liste-de-confiance-frn/.

04 Approche stratégique : quatre priorités d'action

L'infrastructure de confiance numérique se développe plus efficacement par des voies coordonnées mais indépendantes plutôt que par des étapes séquentielles. Le gouvernement fédéral se concentre à juste titre sur les cadres d'authentification des citoyens, ce qui nécessite une élaboration rigoureuse des politiques. Simultanément, la transformation économique peut s'accélérer grâce au leadership provincial et industriel.

La stratégie 2026-2031 du CCIAN fait progresser quatre priorités interconnectées :

Quatre priorités stratégiques

- 1. Réduire la fraude** — Déployer la vérification améliorée par l'IA pour contenir la crise de l'identité synthétique
- 2. Accélérer le RCI économique** — Développer, mesurer et amplifier les données probantes sur le RCI économique
- 3. Réduire le fardeau réglementaire** — Cartographier les cadres pour réduire les coûts de conformité de 20 à 30 %
- 4. Assurer une souveraineté numérique inclusive** — Garder le Canada maître de son infrastructure de confiance numérique

Ce modèle a fait ses preuves

Le Canada a toujours bâti des infrastructures transformatrices par une action indépendante coordonnée. Les provinces ont construit des réseaux électriques indépendamment, puis les ont interconnectés. Les banques ont créé Interac en collaboration tandis que la surveillance fédérale évoluait parallèlement au succès démontré. La C.-B. a été pionnière avec la Services Card, accumulant des données probantes qui éclairent les approches nationales. Dans chaque cas, le déploiement pratique a généré des données probantes qui ont éclairé les politiques, créant des cycles vertueux d'innovation et de gouvernance.

Priorité 1 : Exploiter l'IA pour réduire la fraude tout en renforçant la résilience

L'IA crée simultanément un risque de fraude sans précédent et offre de puissantes capacités de vérification. Les organisations doivent adopter la vérification améliorée par l'IA tout en se défendant contre les attaques alimentées par l'IA.

Les adopteurs précoce de systèmes de vérification par IA certifiés obtiennent un avantage concurrentiel grâce à :

- Des taux de fraude mesurables plus bas — les programmes sectoriels et les études de cas des fournisseurs suggèrent que la vérification assistée par l'IA peut réduire la fraude par identité synthétique de 40 à 60 %, bien que les résultats varient selon la mise en œuvre et le secteur²⁶.
- Une préparation réglementaire à mesure que les cadres de gouvernance de l'IA émergent.
- Une différenciation sur le marché pour les organisations déployant des systèmes d'IA à haute confiance et responsables.
- Une expérience client améliorée grâce à une vérification plus rapide et plus précise.

Des critères explicites pour l'utilisation responsable de l'IA dans la vérification, des protocoles de tests de conformité et des programmes de certification donneront aux organisations la confiance nécessaire pour déployer la vérification par IA à grande échelle.

Priorité 2 : Accélérer le RCI des secteurs économiques par la preuve

Initiatives sectorielles prioritaires

Finances et prêts : Les flux de travail hypothécaires reposent sur la vérification manuelle, ajoutant de 7 à 14 jours aux délais d'approbation.⁶ Les banques, coopératives de crédit, fournisseurs de paie et fintechs peuvent collaborer pour mettre en œuvre une vérification numérique standardisée des revenus et de l'emploi avec détection de fraude assistée par l'IA.

Impact attendu : réduction de 40 à 60 % du temps de vérification²⁶.

Mobilité de la main-d'œuvre : Les secteurs de la santé, de la construction et d'autres secteurs prioritaires font face à des pénuries critiques de main-d'œuvre tandis que les délais de vérification des justificatifs atteignent des semaines. Les organismes de réglementation provinciaux, les associations professionnelles et les employeurs peuvent collaborer pour appuyer l'échange de justificatifs numériques.

Impact attendu : vérification réduite de plusieurs semaines à 24-48 heures.

Transparence de la chaîne d'approvisionnement : Les chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques nécessitent un approvisionnement éthique et vérifiable. Les provinces riches en ressources peuvent rassembler les sociétés minières, Ressources naturelles Canada et les autorités douanières pour explorer la traçabilité numérique, positionnant ainsi les minéraux canadiens comme vérifiablement éthiques.

Impact attendu : La vérification de la chaîne d'approvisionnement réduite de plusieurs semaines à quelques jours, positionnant les minéraux canadiens comme vérifiablement éthiques grâce à une transparence en temps réel.

Priorité 3 : Réduire le fardeau réglementaire par l'harmonisation de la conformité

Les organisations font face à des coûts de conformité croissants en raison d'obligations de vérification numérique complexes, fragmentées et interprétées de manière incohérente. Les recherches de l'industrie montrent que les solutions KYC automatisées permettent des réductions de coûts de 20 à 30 % en réduisant le travail manuel, en accélérant le traitement et en réduisant les erreurs²⁷.

Le rôle du CCIAN

- Cartographier la conformité au CCP par rapport aux obligations réglementaires (CANAFAE, BSIF, permis provinciaux)
- Traduire les politiques en flux de travail et modèles de conformité applicables
- Certifier les services conformes par le programme de marque de confiance du CCP
- Fournir une voix neutre dans les consultations réglementaires

Résultats attendus

- Réduction de 20 à 30 % des coûts de conformité pour les organisations utilisant des flux de travail cartographiés au CCP
- Approbations réglementaires plus rapides grâce à des processus de vérification normalisés
- La certification CCP devient un avantage concurrentiel dans les approvisionnements

Priorité 4 : Assurer une souveraineté numérique inclusive

Le Canada doit maintenir son autorité sur son infrastructure de confiance numérique. Les plateformes étrangères et les organismes internationaux ne doivent pas dicter comment les Canadiens vérifient leur identité ou contrôlent leurs données. Simultanément, le Canada doit continuer à favoriser les partenariats avec des partenaires internationaux qui partagent nos valeurs et nos priorités.

Publier les principes de souveraineté

- Autorité canadienne dès la conception intégrée aux normes du CCP
- Interopérabilité fédérale-provinciale qui respecte la compétence constitutionnelle
- Protection contre la concentration des plateformes par les fournisseurs de technologie étrangers
- Partenariats internationaux qui font avancer les intérêts canadiens

S'engager envers l'inclusivité dès la conception

La transformation numérique ne doit laisser personne de côté. Le CCIAN s'engage à :

- Maintenir des alternatives non numériques pour chaque service
- Dialogue exploratoire avec les organisations autochtones, y compris la recherche de conseils auprès du Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations et des organismes métis et inuits pertinents, avant de finaliser les programmes sectoriels touchant les communautés autochtones
- Des programmes de littératie numérique accompagnant le déploiement
- Le CCP exige l'accessibilité

Aborder la préoccupation de fragmentation

Certaines parties prenantes s'interrogent sur le risque que l'action provinciale et industrielle crée une fragmentation. Cette préoccupation reflète des considérations importantes sur l'interopérabilité et la cohésion nationale. Cependant, l'approche coordonnée répond à ces préoccupations tout en répondant aux réalités urgentes du marché :

Urgence : Les pertes dues à la fraude s'accumulent quotidiennement. Chaque année, l'inaction coûte aux Canadiens des centaines de millions de dollars.

Complémentarité : Les initiatives provinciales et industrielles fournissent des données probantes pour renforcer les efforts fédéraux. Le déploiement réel génère des idées qui éclairent une politique nationale plus efficace.

Interopérabilité dès la conception : Lorsque les initiatives s'alignent sur le Cadre de confiance pancanadienMD, elles créent des éléments constitutifs interopérables plutôt que des silos propriétaires.

Alignement intergouvernemental : Le rôle du CCIAN est distinct des mécanismes formels fédéraux-provinciaux-territoriaux. Alors que les tables FPT comme le Forum des ministres responsables du gouvernement numérique coordonnent les politiques entre les administrations, le CCIAN rassemble l'expertise de l'industrie pour appuyer les objectifs intergouvernementaux, en traduisant les orientations politiques en normes techniques et en permettant la participation du secteur privé à laquelle les tables exclusivement gouvernementales ne peuvent accéder. Nous coordonnons avec, plutôt que de dupliquer, les processus intergouvernementaux, et encourageons les membres provinciaux à apporter les perspectives du CCIAN aux discussions FPT lorsque approprié.

Précédent éprouvé : Les infrastructures les plus réussies du Canada, des chemins de fer aux systèmes de paiement, ont émergé par l'innovation provinciale et privée coordonnée avec une coordination fédérale s'appuyant sur le succès démontré.

La transformation exige une orientation claire avec une exécution adaptative. Le CCIAN propose l'approche par phases suivante, avec des rapports de progrès :

Phase 1 : Fondation (2026)

Établir des groupes de travail sectoriels pour les finances et prêts, les soins de santé et la main-d'œuvre, et la chaîne d'approvisionnement, comprenant des représentants provinciaux, des participants de l'industrie et des observateurs réglementaires. Publier des directives mises à jour du Cadre de confiance pancanadien^{MD} intégrant des critères de vérification par l'IA et une cartographie réglementaire. Lancer le premier programme sectoriel en finances et prêts avec des institutions financières et des fournisseurs de paie engagés.

Livrables : Indicateurs de référence établis; conception du programme sectoriel documentée; cartographie réglementaire CANAFE (Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada) lancée; livre blanc sur les principes de souveraineté publié; engagement réglementaire initial complété.

Phase 2 : Démonstration (2027-2028)

Le programme sectoriel Finances et prêts devient opérationnel, avec des résultats préliminaires publiés. Lancer le programme sectoriel Soins de santé et main-d'œuvre appuyant la reconnaissance interprovinciale des justificatifs pour les professions prioritaires. Publier la cartographie de conformité du CCP à la LRPCFAT (Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes). Lancer la portée du programme Chaîne d'approvisionnement avec les provinces riches en ressources. Publier le premier rapport de progrès par rapport aux cibles 2031 et documenter le RCI complet des programmes initiaux.

Livrables : Programmes sectoriels opérationnels avec analyses de rentabilisation documentées; apprentissages réglementaires intégrés aux mises à jour du cadre; études de cas sur la réduction des coûts de conformité publiées.

Phase 3 : Mise à l'échelle (2029-2030)

Étendre les programmes sectoriels réussis à des provinces et institutions supplémentaires. Viser l'adoption large de la vérification numérique des revenus parmi les grandes institutions financières. Appuyer la reconnaissance interprovinciale des justificatifs pour les soins de santé, la construction et les métiers spécialisés. S'intégrer aux cadres fédéraux lorsque applicable.

Livrables : Mise en œuvre à grande échelle avec couverture nationale émergente; réduction mesurable de la fraude démontrée; économies sur les coûts de conformité quantifiées.

Phase 4 : Maturité (2031)

Atteinte des cibles 2031. L'écosystème de confiance numérique du Canada fonctionne avec une interopérabilité harmonieuse entre les provinces et les secteurs — les solutions canadiennes positionnées pour une adoption internationale.

Livrables : Rapport d'évaluation final; plan stratégique avancé 2031-2036.

06 Défis et mesures d'atténuation

Toute transformation de cette envergure fait face à des obstacles. Le CCIAN a identifié les principaux défis et propose des mesures d'atténuation concrètes :

Défi	Mesure d'atténuation
Préoccupations relatives à la vie privée	Le CCP impose des principes de protection de la vie privée dès la conception : minimisation des données, contrôles du consentement de l'utilisateur et interdiction des bases de données centralisées. La certification exige des évaluations indépendantes des facteurs relatifs à la vie privée.
Coûts de mise en œuvre	Les programmes sectoriels documenteront le RCI. L'infrastructure partagée réduit les coûts par organisation. La mise en œuvre progressive commence par les cas d'utilisation à plus fort impact. Le CCIAN plaidera pour des incitatifs à l'adoption pour les PME.
Complexité réglementaire	La cartographie du CCP aux exigences réglementaires réduit le fardeau d'interprétation. Les modèles de conformité accélèrent l'adoption. L'engagement régulier avec les régulateurs assure l'alignement.
Interopérabilité	Le CCP fournit des normes techniques. La certification du CCIAN vérifie la conformité. Des réunions régulières alignent les approches provinciales. L'alignement avec les normes internationales (ISO/IEC 18013-5, W3C) assure la compatibilité mondiale.

06 Défis et mesures d'atténuation

Challenge	Mitigation
Fracture numérique	Toutes les mises en œuvre maintiennent des alternatives non numériques (p. ex., l'option papier de l'Alberta). Le CCIAN préconise des principes de conception inclusive et des tests d'accessibilité. Des programmes de littératie numérique accompagnent le déploiement.
Cybersécurité	The approach acknowledges jurisdictional complexity rather than avoiding it. The provinces and federal government each act within constitutional authority. Success builds momentum. DIACC serves as a neutral convener.
Complexité juridictionnelle	L'approche reconnaît la complexité juridictionnelle plutôt que de l'éviter. Les provinces et le gouvernement fédéral agissent chacun dans le cadre de leur autorité constitutionnelle. Le succès crée l'élan. Le CCIAN sert de rassembleur neutre.
Concentration des plateformes	Des normes sous contrôle canadien (CCP) assurent la souveraineté. Les normes ouvertes préviennent la dépendance envers un fournisseur. Le programme de certification crée un marché concurrentiel pour les fournisseurs nationaux.

Soutenir la confiance du public

Les initiatives numériques réussissent ou échouent selon la confiance du public. Le CCIAN reconnaît que les dirigeants provinciaux font face à des questions légitimes sur la vie privée, la surveillance et l'exclusion numérique. Nous nous engageons à fournir aux membres :

- Des messages clés répondant aux préoccupations courantes du public
- De la documentation sur la façon dont les mises en œuvre provinciales (C.-B., Alberta, Québec) ont géré les communications publiques
- Des modèles d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée alignés sur les exigences provinciales LAIPVP/LPRPDE

Les ministres devraient pouvoir répondre aux questions sur les initiatives de confiance numérique avec assurance. Le CCIAN développera des ressources de communication pour soutenir cet objectif.

07 Appel à l'action

Bâtir l'infrastructure de confiance numérique du Canada exige une vision, une coordination et un effort soutenu dans tous les secteurs. Les segments provinciaux peuvent fonctionner indépendamment tout en construisant vers l'interconnexion. Les innovations industrielles peuvent prouver leur valeur rapidement. La coordination fédérale peut s'appuyer sur les données probantes du déploiement.

Aucun gouvernement ou organisation ne peut créer cette infrastructure seul.

Pourquoi le CCIAN?

Les gouvernements provinciaux peuvent moderniser les justificatifs de manière indépendante, et la reconnaissance interprovinciale bénéficie de la coordination fédérale. Soutenir la croissance économique exige une résolution pragmatique des problèmes. Le CCIAN est une organisation neutre avec une expertise approfondie dans la mise en œuvre de la confiance numérique. Nos membres, y compris des institutions financières, des télécommunications, des fournisseurs de technologie et des gouvernements, ont déployé des systèmes de vérification à grande échelle et ont appris ce qui fonctionne en pratique.

Nous avons développé le Cadre de confiance pancanadien grâce à cette expérience opérationnelle. Nous proposons un engagement structuré pour explorer comment les critères du CCP s'alignent avec les exigences fédérales et provinciales, identifier les lacunes et déterminer où les données probantes de l'industrie peuvent éclairer l'élaboration des politiques. Cette conversation bénéficie d'une reconnaissance honnête de notre perspective : nous représentons des organisations qui ont investi dans l'infrastructure de confiance numérique et qui ont des intérêts sociaux et commerciaux dans son succès. Ces intérêts s'alignent avec les objectifs de politique publique; le CCIAN cherche à tester ces alignements par un engagement rigoureux.

Ce que le CCIAN offre

Le CCIAN offre aux partenaires des secteurs public et privé un soutien pratique :

- **Intelligence industrielle** : Données agrégées sur les résultats de vérification, les tendances de fraude et les coûts de conformité de nos membres
- **Navigation réglementaire** : Cartographie du CCP aux exigences réglementaires qui réduit les coûts de conformité et le risque d'audit
- **Convocation provinciale** : Forum d'engagement pour les programmes provinciaux de confiance numérique, éclairé par l'expérience de mise en œuvre dans les administrations
- **Capacité de programme** : Tester les approches de vérification avec les institutions financières, les télécommunications et les fournisseurs de technologie avant un déploiement plus large
- **Pouvoir de rassemblement** : Forum de consultation intersectorielle où l'expertise de l'industrie peut éclairer l'élaboration des politiques

Premiers pas : Points d'entrée selon la maturité

Les provinces et les organisations en sont à différentes étapes de maturité en confiance numérique. Il n'y a pas de voie unique — chacune peut s'engager selon sa capacité actuelle :

Si votre organisation a...	Votre point d'entrée pourrait être...
Un programme de confiance numérique établi	Collaboration interprovinciale; contributions au CCP; leadership de groupe de travail
Une modernisation de la carte santé en cours	Adaptation du modèle Alberta Wallet; programme sectoriel des justificatifs de santé
Un secteur des métiers/ressources solide	Programmes de mobilité de la main-d'œuvre et de traçabilité de la chaîne d'approvisionnement
Des pressions sur les coûts de conformité	Certification CCP; ressources de cartographie réglementaire; modèles de conformité
Une capacité limitée	Statut d'observateur; apprendre des premiers adopteurs; consultation ciblée

07 Appel à l'action

Gouvernements provinciaux

1. Moderniser les justificatifs avec des capacités de vérification numérique.
2. Permettre la reconnaissance interprovinciale pour les secteurs prioritaires (soins de santé, construction, métiers).
3. Faciliter les programmes sectoriels et documenter rigoureusement les résultats.
4. Collaborer par l'entremise de forums neutres comme le CCIAN pour aligner les approches.

Chefs de file de l'industrie

1. Déployer des systèmes de vérification améliorés par l'IA et documenter la réduction de la fraude.
2. Participer aux programmes sectoriels qui démontrent les analyses de rentabilisation.
3. Poursuivre la certification au Cadre de confiance pancanadien^{MD} pour différencier les services et réduire le fardeau de conformité.
4. S'engager de manière constructive auprès des régulateurs pour démontrer la conformité et éclairer les politiques.

Gouvernement fédéral

1. Continuer à diriger les travaux essentiels sur les cadres d'authentification gouvernement-citoyen.
2. Intégrer les données probantes des déploiements provinciaux et industriels dans l'évolution des politiques.
3. Considérer l'alignement au CCP lors de l'élaboration de l'orientation réglementaire.
4. Explorer avec le CCIAN comment les critères du CCP se rapportent aux cadres fédéraux existants tels que l'ITPIN et le PBMM.
5. Participer aux rassemblements neutres pour identifier les occasions d'alignement.

Engagements du CCIAN

En 2026 : Les groupes de travail se mobilisent autour des finances et prêts, avec le cadrage des soins de santé et main-d'œuvre et de la chaîne d'approvisionnement à suivre. Faire progresser les directives mises à jour du Cadre de confiance pancanadien^{MD} intégrant des critères de vérification par l'IA et une cartographie réglementaire. Accroître la liste de confiance des fournisseurs certifiés. Publier le livre blanc sur les principes de souveraineté. Lancer le premier programme sectoriel en finances et prêts.

En 2027 et au-delà : Étendre les programmes sectoriels aux secteurs des soins de santé et main-d'œuvre et de la chaîne d'approvisionnement. Publier la cartographie de conformité du CCP à la LRPCFAT. Publier le premier rapport de progrès par rapport aux cibles 2031.

Responsabilité continue : Publier des rapports de progrès qui documentent de manière transparente les succès et les défis.

La crise de vérification par l'IA exige l'urgence. La fraude par identité synthétique a triplé en un an. Les coûts de conformité pèsent sur l'innovation. Les Canadiens perdent des centaines de millions à cause de fraudes évitables. Le Canada possède l'expertise, l'autorité constitutionnelle et l'impératif économique pour agir. L'occasion est de créer des données probantes par l'innovation parallèle qui éclaire et accélère la coordination entre tous les ordres de gouvernement et l'industrie.

Prochaines étapes immédiates

Dirigeants provinciaux : Contactez le CCIAN pour rejoindre les groupes de travail sectoriels (lancés d'ici mi-2026)

Dirigeants de l'industrie : Demandez une séance d'information sur la certification CCP à voila@diacc.ca

Partenaires fédéraux : Participez aux rassemblements neutres

Contact : contact@diacc.ca | www.diacc.ca

08 À propos du CCIAN

Le Conseil canadien de l'identification et de l'authentification numériques (CCIAN) est le pont du Canada entre les régulateurs, les innovateurs et les marchés, transformant les normes et les politiques en solutions fiables et prêtes pour le marché.

En tant que seul forum public-privé neutre et sans but lucratif du Canada axé exclusivement sur la confiance numérique et la vérification, le CCIAN opérationnalise les normes par une approche éprouvée : rassembler les parties prenantes du gouvernement, de l'industrie et de la société civile; définir les problèmes avec clarté et quantifier les impacts; développer des normes industrielles comme le Cadre de confiance pancanadien^{MD}; certifier les services conformes par le programme de marque de confiance du CCP; et prouver la viabilité par des programmes ciblés qui démontrent le RCI.

Depuis 2012, le CCIAN a livré le Cadre de confiance pancanadien^{MD}, mené des recherches qui réduisent l'incertitude du marché et équipé les régulateurs d'outils de conformité fondés sur des données probantes. Nos membres comprennent les grandes institutions financières, les fournisseurs de télécommunications, les entreprises technologiques et les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux du Canada.

Notre vision : Un Canada où la confiance numérique et la vérification alimentent la croissance économique, renforcent la résilience contre la fraude et améliorent les interactions sécuritaires, efficaces et respectueuses de la vie privée pour tous les participants.

Pour plus d'information, visitez www.diacc.ca ou contactez-nous à contact@diacc.ca

Remerciements

Ce document s'appuie sur le livre blanc du CCIAN de 2015 « Building Canada's Digital Future ». Il reflète les contributions des membres du CCIAN, des partenaires gouvernementaux, des chefs de file de l'industrie et des parties prenantes de la société civile — remerciements particuliers à tous ceux qui ont contribué leurs idées et leur expertise.

© 2026 Conseil canadien de l'identification et de l'authentification numériques. Tous droits réservés.

1. Equifax Canada (24 septembre 2024). « Equifax Canada Reports Rise in Automotive Fraud. » La fraude par identité synthétique est passée de 2,8 % au T2 2023 à 8 % au T2 2024; la fraude d'identité représente 48,3 % des demandes frauduleuses. Disponible à : <https://www.equifax.ca/about-equifax/press-releases/-/intlpress/equifax-canada-reports-rise-in-automotive-fraud/>
2. Centre antifraude du Canada (2025). « Mois de la prévention de la fraude 2025. » Les Canadiens ont perdu 638 millions de dollars à cause de la fraude en 2024. Disponible à : <https://www.canada.ca/en/competition-bureau/news/2025/02/fraud-prevention-month-to-focus-on-impersonation-fraud-one-of-the-fastest-growing-forms-of-fraud-affecting-canadians.html>
3. LexisNexis Risk Solutions (2024). « True Cost of Financial Crime Compliance Study—U.S. and Canada. » Les coûts totaux de conformité ont atteint 61 milliards de dollars en 2023; 79 % des organisations signalent une augmentation des coûts technologiques liés au KYC. Disponible à : <https://risk.lexisnexis.com/about-us/press-room/press-release/20240221-true-cost-of-compliance-us-ca>
4. CCIAN (avril 2023). « 2022 Digital Identity Perspectives Research. » 71 % des Canadiens croient que la collaboration entre les secteurs public et privé est la meilleure approche pour les cadres d'identité numérique. Disponible à : <https://diacc.ca/2023/04/20/canadians-continue-to-demand-transparency-and-control-over-personal-data/>
5. Fenergo (2022). « KYC Trends in 2022: Global Research Report. » Un sondage auprès de plus de 1 000 cadres de direction a révélé que 54 % dépensent de 1 500 \$ à 3 000 \$ par examen KYC, et 7 % dépensent plus de 3 000 \$. Disponible à : <https://resources.fenergo.com/blogs/kyc-compliance-for-banks-addressing-the-cost>
6. Analyse basée sur les données de l'industrie hypothécaire canadienne. Clover Mortgage, nesto et Ratehub rapportent des délais d'approbation de 7 à 14 jours pour l'approbation complète après la préapprobation. Les estimations d'efficacité de la vérification numérique sont tirées de Blend (2023), « The State of Digital Lending », rapportant une intégration 2 à 4 fois plus rapide avec la vérification numérique des revenus, et des études de cas d'Equifax Workforce Solutions indiquant une réduction de 18 minutes du temps d'examen manuel par vérification. Voir aussi : Professionnels hypothécaires du Canada (2024), « État annuel du marché hypothécaire résidentiel au Canada ».

- 7.** CCIAN (mars 2019). « Identity in Action Case Study: BC Services Card. » Plus de 4,6 millions de BC Services Cards en circulation, plus de 90 % des Britannico-Colombiens comme titulaires actuels. Disponible à :
<https://diacc.ca/2019/03/05/identity-in-action-case-study-bc-services-card/>
- 8.** Gouvernement de la Colombie-Britannique. « BC Services Card Authentication Service. » Premier service public lancé en avril 2018 avec StudentAid BC. Disponible à : <https://digital.gov.bc.ca/bcgov-common-components/bc-services-card/>
- 9.** Nouvelles du gouvernement de la C.-B. (janvier 2019). « New service transforms how business, government share information. » La Colombie-Britannique, première administration en Amérique du Nord à utiliser la technologie de la chaîne de blocs pour les interactions gouvernement-entreprises. Disponible à :
<https://news.gov.bc.ca/releases/2019CITZ0002-000062>
- 10.** Gouvernement de la C.-B. Numérique (juin 2021). « OrgBook BC. » Plus de 1,4 million d'entités juridiques actives et plus de 3,8 millions de justificatifs vérifiables. Disponible à : <https://digital.gov.bc.ca/2023/07/26/orgbook-bc/>
- 11.** MTL Blog (janvier 2023). « The SAAQ Is Making It Easier Than Ever To Avoid The SAAQ. » SAAQclic lancé le 20 février 2023. Disponible à :
<https://www.mtlblog.com/the-saaq-is-making-it-easier-than-ever-to-avoid-the-saaq>
- 12.** clicSÉCUR. « Qu'est-ce que clicSÉCUR? » Plus de 3,5 millions de comptes. Le Service d'authentification gouvernementale a été lancé pour remplacer clicSÉCUR. Disponible à : <https://www.info.clicsecur.gouv.qc.ca/en/citoyens/what-is-clicsecur/>
- 13.** ID Tech (octobre 2025). « Quebec Passes Landmark Digital ID Law Emphasizing Privacy and User Control. » Projet de loi 82 adopté le 28 octobre 2025. Disponible à :
<https://idtechwire.com/quebec-passes-landmark-digital-id-law-emphasizing-privacy-and-user-control/>
- 14.** ID Tech (septembre 2025). « Alberta Launches Canada's First Mobile Health Card Through Alberta Wallet. » Lancé le 29 août 2025. Disponible à :
<https://idtechwire.com/alberta-launches-canadas-first-mobile-health-card-through-alberta-wallet/>
- 15.** Alberta Medical Association (août 2025). « AHCIP cards go digital. » Le gouvernement prévoit environ un million de nouvelles inscriptions à MyHealth Records. Disponible à : <https://www.albertadoctors.org/news/publications/presidents-letter/ahcip-cards-go-digital/>

09 References

16. Retail Banker International (mai 2017). « SecureKey builds federated digital ID network in Canada. » SecureKey Concierge lancé en 2012 avec les grandes institutions financières canadiennes. Disponible à :

<https://www.retailbankerinternational.com/features/securekey-builds-federated-digital-id-network-in-canada-5688029/>

17. American Banker (juin 2020). « Coronavirus Lockdown Spurs Widespread Adoption of Digital ID Tech in Canada. » SecureKey a traité 800 transactions gouvernementales par seconde; 1 million de nouveaux utilisateurs ajoutés en avril 2020. Disponible à : <https://www.americanbanker.com/news/coronavirus-lockdown-spurs-widespread-adoption-of-digital-id-tech-in-canada>

18. Interac (octobre 2025). « Secure. Trusted. Helping Canada navigate a digital future. » Le service d'ouverture de session d'Interac appuie plus de 141 millions d'interactions avec les services gouvernementaux en 2024. Disponible à :

<https://www.interac.ca/en/company/about/secure-trusted-helping-canada-navigate-a-digital-future/>

19. Interac (avril 2024). « The CRA leverages Interac document verification service. » Permet l'accès immédiat au compte de l'ARC, éliminant l'attente de 10 jours pour les codes de sécurité. Disponible à : <https://www.interac.ca/en/content/news/the-cra-leverages-interac-document-verification-service/>

20. Interac (mai 2025). « Interac launches the Interac Verified credential service. » FCT premier partenaire à déployer le service de justificatifs dans l'écosystème immobilier. Disponible à : <https://www.interac.ca/en/content/news/interac-launches-the-interac-verified-credential-service-to-enhance-secure-identity-verification/>

21. Interac (mai 2025). « Interac Verified credential service. » Réutilisable jusqu'à 12 mois; données stockées sur le téléphone intelligent de l'utilisateur avec la norme de chiffrement avancé, pas dans l'infonuagique.

22. CB Insights (2025). « MyCreds. » Plus de 150 collèges, universités et organismes gouvernementaux émettent par l'entremise du réseau. Disponible à :

<https://www.cbinsights.com/company/mycreds>

23. MyCreds (mars 2024). « MyCreds Announces NSAA as First Canadian Apprenticeship Authority to Adopt Digital Credentialing. » Disponible à :

<https://mycreds.ca/2024/03/15/mycreds-announces-nsaa-as-first-canadian-apprenticeship-authority-to-adopt-digital-credentialing/>

09 References

- 24.** CNW (January 2025). "ARUCC MyCredsIMesCertif Unveils New Member Trust Registry in Partnership with MATTR." Available at: <https://www.newswire.ca/news-releases/arucc-mycreds-mescertif-unveils-new-member-trust-registry-in-partnership-with-mattr-856924033.html>
- 25.** DIACC analysis of provincial law society client verification guidance (January 2026). Six law societies reference DIACC certification: Law Society of Alberta, Law Society of Manitoba, Law Society of Ontario, Law Society of British Columbia, Law Society of Saskatchewan, and Nova Scotia Barristers' Society. Manitoba's guidance specifically states "use a DIACC certified software service." These are recommendations, not mandates.
- 26.** AI fraud reduction estimates based on vendor case studies and industry pilot programs. Sources include: Socure (2024), "The State of Synthetic Identity Fraud"; Jumio (2024), "Identity Verification Benchmark Report"; and ACFE (2024), "Report to the Nations." Actual results vary significantly by implementation quality, sector, and fraud patterns. DIACC will document specific outcomes through pilot programs to establish Canadian-specific benchmarks.
- 27.** Middesk (2025). "The True Cost of Manual ID Verification: Case Studies & Data." Organizations implementing automated KYC achieve 20–30% cost reductions. Available at: <https://www.middesk.com/blog/manual-identity-verification>